CAHIER DE CLAUSES COMMUNES PARTICULIÈRES VALANT ACTE D’ENGAGEMENT

**PROCEDURE**

**Procédure adaptée conformément aux articles R2123-1 1° et R2123-4 du code de la commande publique**

APN SOUS MARIN 6000 VERSION IFREMER

N° 251000179

# DESIGNATION DES PARTIES AU CONTRAT

Entre l’autorité signataire du marché agissant au nom et pour le compte de l’IFREMER d’une part,

Et la société :

Forme :

Capital :

Siège social :

N° SIRET :

Représentée par :

Joindre un RIB.

Dénommé ci-après « le titulaire » dans les clauses qui suivent.

Le titulaire s’engage sans réserve à exécuter les prestations aux conditions financières ci-après définies et ce, en se conformant aux stipulations du présent CCP valant acte d’engagement et aux documents visés ci-dessous.

# OBJET DU MARCHE

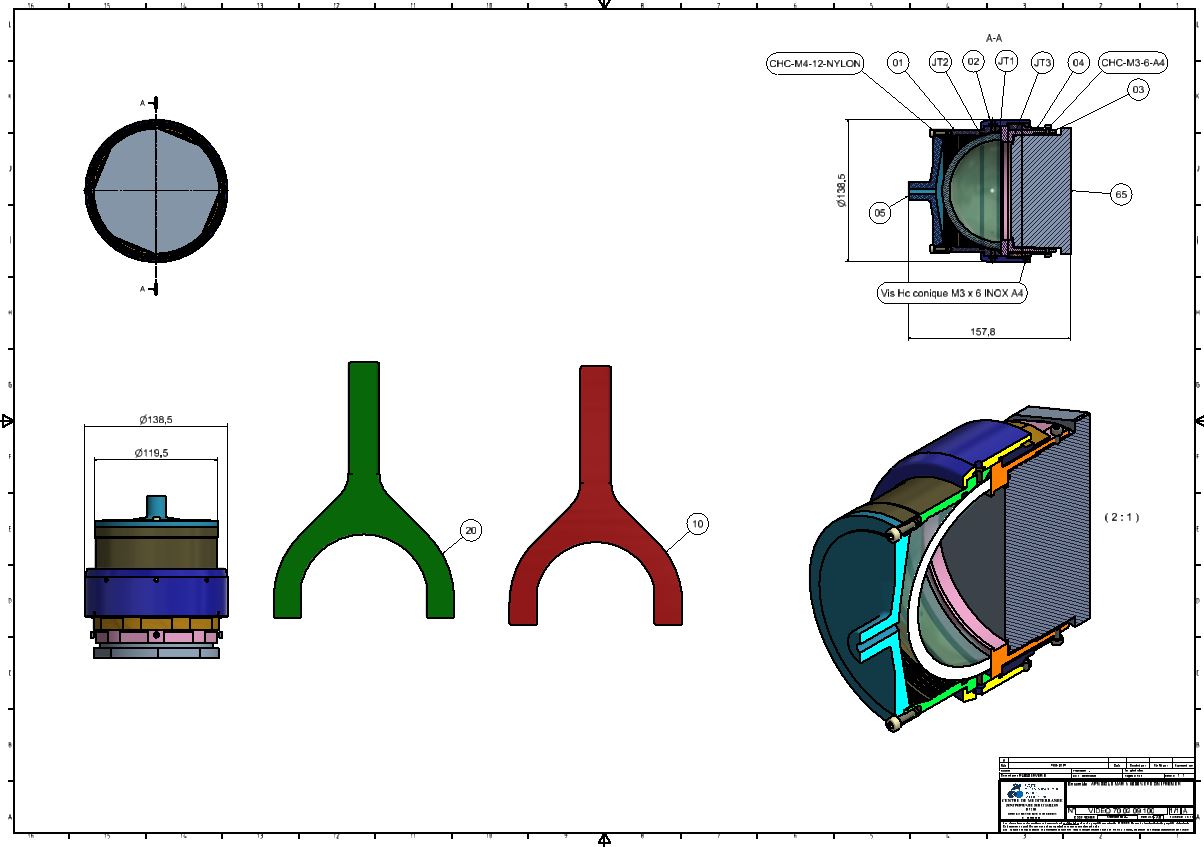
Le présent marché a pour objet Le présent marché a pour objet la fabrication de pièces pour quatre adaptations optiques destinées pour quatre appareils photos numériques nommés « APN SOUS MARIN 6000 VERSION IFREMER »

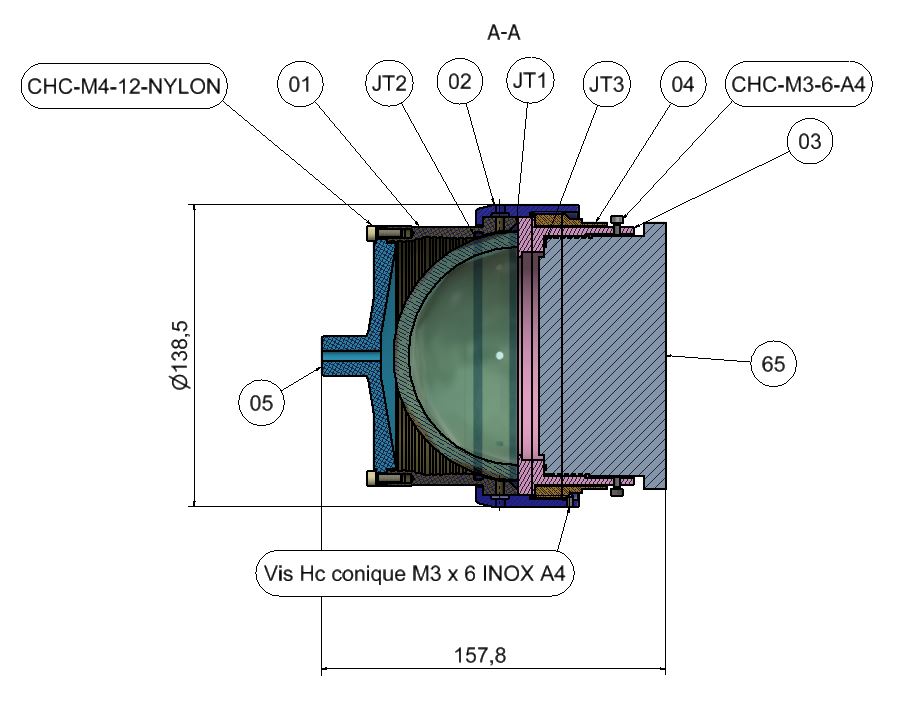
Ces fabrications sont à destination des engins VICTOR 6000 et Uly’X

L’intégration dans ces deux engins ne fait pas partie de ce marché.

Cette prestation comprendra :

* La fabrication de la totalité des pièces mécaniques ;
* La livraison des pièces du commerce cité en 12-1 ;
* Le contrôle dimensionnel de la totalité des pièces avec leurs PV ;
* Un PV de conformité pour chaque nuance ;
* La livraison de la totalité des pièces réalisées ainsi que des pièces du commerce ;
* Un bon de livraison des pièces réalisées.





Le détail des prestations et de l’environnement technique sont par ailleurs définis à l’article 12 ci-dessous.

# PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles du marché sont par ordre de priorité

- Le présent cahier des clauses communes particulières valant acte d’engagement (CCP), dans la version résultant des dernières modifications éventuelles opérées par avenant ;

- La déclaration sur l’honneur jointe en annexe et signée par le titulaire ;

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et services, JORF n° 0078 du 30 mars 2021, CCAG/FCS.

# OFFRE DE PRIX DU SOUMISSIONNAIRE

Le titulaire s’engage à réaliser les prestations du marché aux montants établis aux conditions économiques du mois de septembre 2025.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Prestation | Montant en € HT (si autre devise, préciser) | Taux de TVA en % | Montant en € TTC |
| Pièces à fabriquer (Total) |  |  |  |
| Pièces à approvisionner (Total) |  |  |  |
| **Total des prestations** |  |  |  |

L’offre de prix est détaillée dans le DPGF joint au présent marché.

(Décomposition de prix à remettre par le soumissionnaire).

Le règlement de la TVA sera effectué suivant le taux en vigueur à la date du fait générateur.

# CARACTERISTIQUES DES PRIX

Les prix sont forfaitaires et fermes définitifs et comprennent toutes les charges fiscales et autres. Les prix du marché sont définitifs et fermes.

# DELAI – DUREE DU MARCHE

La durée d’exécution des prestations est fixée à 5 mois à compter de la date de notification du présent marché.

La durée de garantie est de 12 mois à compter de la réception des pièces.

# DELAI GLOBAL DE PAIEMENT

Les factures sont réglées à 30 jours à compter de la date de réception de la facture par virement au numéro de compte du Titulaire.

# PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENTS

Le règlement du titulaire interviendra en une seule fois à la réception des prestations. Le règlement sera diminué, le cas échéant, des pénalités prévues à l’article 14 du CCAG/FCS.

Les factures seront établies en un exemplaire portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

|  |
| --- |
| **DENOMINATION** |
| Libellé au nom de l’Ifremer |
| Adresse de facturation |
| Identification du tiers |
| N°SIRET |
| N° TVA intracommunautaire |
| N°IBAN |
| N° Facture |
| N° Commande (SAP) |
| Objet de commande (nature) |
| Objet de commande (quantité) |
| Montant total HT |
| TVA (montant, taux) |
| Référence du projet |

Les factures non conformes seront rejetées et le délai global de paiement mentionné à l’article 7 est suspendu.

Les factures seront adressées en un seul original à https://chorus-pro.gouv.fr et à [**acp.visa.depenses@ifremer.fr**](mailto:acp.visa.depenses@ifremer.fr)pour les fournisseurs étrangers.

NOM : INST FR RECHERCHE POUR LEXPLOIT MER

SIRET : 330 715 368 00032

Code de service : METROPOLE\_DOM

N° Engagement : n° SAP

# LIEUX DE LIVRAISON

Le lieu de livraison est :

Centre Ifremer Méditerranée

Zone Portuaire de Brégaillon

CS 20330

83507 La Seyne sur Mer

France

# ENVIRONNEMENT

Durant l’exécution du marché, afin de limiter les émissions de CO2, le titulaire s’engage à respecter l’environnement en réalisant une livraison simple et unique du matériel pour chaque partie. Les livraisons partielles ne sont pas autorisées.

# PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les dispositions sont fixées par les articles 34 à 37 du CCAG/FCS. Par dérogation à l’article 37, la cession est consentie à l'acheteur à titre exclusif.

# GARANTIE

Outre la garantie légale qui découle de l'application du code civil, la prestation est soumise par défaut à une garantie contractuelle d'une durée minimale de 12 mois à partir de la date de notification de la décision d’admission en application de l’article 33 du CCAG/FCS. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision de réception. Si le titulaire a présenté dans son offre une garantie plus favorable, celle-ci s’applique en lieu et place de la garantie de 12 mois.

# PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

**Rappel de l’objet du marché :**

Le présent marché a pour objet la fabrication des pièces nécessaires pour quatre adaptations optiques destinées pour quatre appareils photos numériques nommés « APN SOUS MARIN 6000 VERSION IFREMER »

Les éléments du commerce devront être fournis à ce marché.

**Montage préalable :**

Un montage préalable « à blanc » sera demandé pour chacun des quatre ensembles.

Ce montage préalable permet d’assurer l’intégrité des interfaces des pièces réalisées.

**En outre, ces ensembles ne devront pas être montés lors de leurs livraisons.**

Plans et fichiers fournis :

Les plans au format PDF des pièces seront fournis sur demande, via PLACE, et uniquement aux entreprises ayant renvoyé signé le document de confidentialité se trouvant joint au DCE.

Le document est à déposer dans la rubrique « question » de la plateforme PLACE ou à envoyer à l’adresse mail suivante : [laurelia.auffret@ifremer.fr](mailto:laurelia.auffret@ifremer.fr)

Il s’agira de prime abord de plans notés « DIFFUSION POUR CONSULTATION, NON POUR CONSTRUCTION ».

Le dossier de plan définitif « BON POUR FABRICATION » sera fourni par la suite 2 semaines maxi après la signature de ce marché au prestataire retenu.

Il s’agira de l’ensemble des plans de détails accompagnés des plans d’ensembles correspondants.

Les fichiers 3D au format STEP (ou un autre format) seront fournis au prestataire retenu s’il le désire.

**La livraison des pièces fabriquées s’effectuera en deux parties. La totalité des éléments du commerce devront être livrés avec la partie N°1.**

La partie 1 nous servira pour valider notre étude (essais en caisson hyperbare, essais optiques…). Il constitué de la nomenclature numéro 1.

Lorsque la partie 1 sera validée par nos soins, la fabrication de la partie 2 sera exécutée par la suite. Il constitué de la nomenclature numéro 2

En clair, attendre la validation de la première partie pour réaliser la seconde.

Toutes les pièces à fabriquer ainsi que les éléments du commerce à fournir pour le chiffrage sont listés dans le chapitre 13.1.

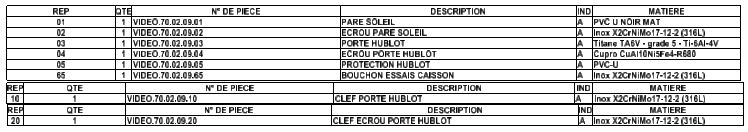
13.1. Pièces à fabriquer et à contrôler et pièces du commerce

Un contrôle dimensionnel des pièces à fabriquer est demandé pour toutes côtes possédant une tolérance plus restrictive mentionnée au plan (ISO 2768).

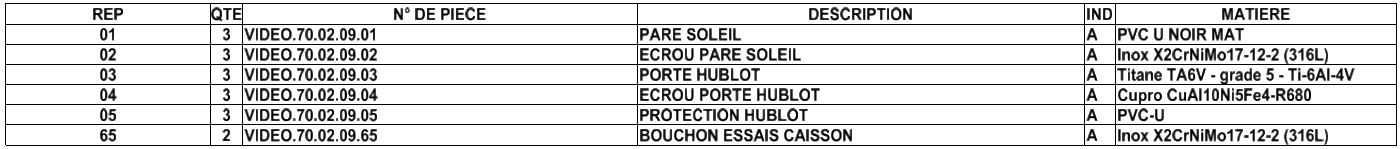
**Plus précisément** : les côtes d’ajustements, les tolérances de forme et de position géométrique, les portées et gorges de joints toriques.

De plus, le prestataire retenu devra fournir le certificat matière 2.1 des pièces réalisées listées ci-dessous.

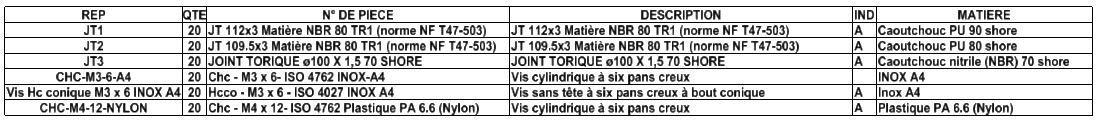
**Nomenclature n°1 : Pièces à fabriquer et à contrôler pour la partie N°1 :**

****

**Nomenclature n°2 : Pièces à fabriquer et à contrôler pour la partie N°2**

****

**Eléments du commerce à fournir :**

****

\*\*\*Notification pour la fabrication des pièces rep. 03 et 65\*\*\*

La pièce n°3 (porte hublot) se visse sur un corps en TA6V dont nous n'avons pas le plan.

\* Il s'agit à priori d'un filetage carré avec un pas de 3 mm.

\* ø ext. 110 mm.

\* Ce corps vous sera fourni afin que vous puissiez définir ce filetage.

\* Un gabarit de filetage pour ce corps pourrait être prévu de votre côté avant l'usinage du filetage du porte hublot, si vous en estimez le besoin.

\* Si tel est le cas prévoir dans votre offre de prix ce gabarit.

\* La pièce 65 est un bouchon qui permet de passer cet ensemble dans un caisson hyperbare. Son filetage carré sera bien entendu identique à la pièce 03.

13.2. Rappel des éléments pour le chiffrage

L’offre de prix devra intégrer les éléments suivants :

* Le prix des pièces à fabriquer (unitaire ou global) ;
* Le prix des pièces du commerce ;
* Le contrôle dimensionnel des pièces (compris dans le prix des pièces ou prix global) ;
* La livraison de l’ensemble.

13.3. Rappel des attendus de livraison

La livraison devra comporter :

* Les pièces à fabriquer ;
* Les pièces du commerce ;
* Les certificat matières ;
* Les rapports de contrôle dimensionnels.

# PREVENTION DES RISQUES DE CONFLITS D’INTERETS ET DE CORRUPTION

Durant l'exécution du marché, le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'Ifremer et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à avertir l'Ifremer de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'Ifremer les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;

- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;

- Informe l'Ifremer de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;

- Fournit toute assistance nécessaire à l'Ifremer pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption

# AVANCE

Le marché prévoit le versement d’une avance au titulaire fixé dans les conditions fixées à l’article R2191-7 du code la commande publique lorsque le montant du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d’exécution est supérieur à deux mois

Lorsque la durée du marché est inférieure ou égale à douze mois, le montant de l’avance est fixé à 20 % du montant initial toutes taxes comprises du marché.

Lorsque la durée du marché est supérieure à douze mois, le montant de l’avance est fixé à 20 % d’une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au Titulaire au titre du dernier acompte juste avant le solde du marché.

Cocher la case :

Le titulaire demande à bénéficier de l'avance.

Le titulaire ne demande pas à bénéficier de l'avance.

# DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

L’article 4.2 « contenu des prix » : Complément de l’article 10.1.3 du CCAG/FCS

L’article 10 complète l’article 37 du CCAG FCS

# SIGNATURE DE LA SOCIETE

Fait en un seul original

Signature

# SIGNATURE DU POUVOIR ADJUDICATEUR OU SON REPRESENTANT

Pour le Président de l’Ifremer et par délégation,

# NOTIFICATION DU MARCHE

La date de notification du présent marché est la date de réception par le titulaire du présent contrat.

# DECLARATION SUR L’HONNEUR

**Le candidat déclare sur l’honneur :**

**Condamnation définitive :**

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 222-38, 222-40, 225-1, 226-13, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 413-9 à 413-12, 421-1 à 421-2-3, au deuxième alinéa de l'article 421-5, à l'article 433-1, au second alinéa de l'article 433-2, au huitième alinéa de l'article 434-9, au second alinéa de l'article 434-9-1, aux articles 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 et 450-1 du code pénal, à l'article 1741 du code général des impôts, aux articles L. 2339-2 à L. 2339-4, L. 2339-11-1 à L. 2339-11-3 du code de la défense et à l’article L. 317-8 du code de la sécurité intérieure, ou pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l’Union européenne ;

- ne pas être exclu des marchés publics, à titre de peine principale ou complémentaire prononcée par le juge pénal, sur le fondement des articles 131-10 ou 131-39 du code pénal ;

**Lutte contre le travail illégal** :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1, L. 8251-1 et L. 8251-2 du code du travail, ou pour des infractions de même nature dans un autre Etat de l’Union européenne ;

**Obligation d’emploi des travailleurs handicapés ou assimilés** : pour les marchés publics et accords-cadres soumis au code de la commande publique, être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l’emploi des travailleurs handicapés ;

Liquidation judiciaire : ne pas être soumis à la procédure de liquidation judiciaire prévue à l’article L. 640-1 du code de commerce, ne pas être en état de faillite personnelle en application des articles L. 653-1 à L. 653-8 du même code, et ne pas faire l’objet d’une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

**Redressement judiciaire** : ne pas être admis à la procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, ou justifier d’une habilitation à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l’accord cadre ;

**Situation fiscale et sociale :** avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s’être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l’organisme chargé du recouvrement ;

**Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes :**

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées à l’article L. 1146-1 du code du travail ;

- avoir, au 31 décembre de l’année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, mis en œuvre l’obligation de négociation prévue à l’article L. 2242-5 du code du travail ou, à défaut, avoir réalisé ou engagé la régularisation de cette situation à la date de la soumission.

**Le candidat s’engage** à respecter et mettre en œuvre toutes les mesures liées au règlement général sur la protection des données (règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016).